

**Union européenne - États-Unis -
Entretien de M. Jean-Marc Ayrault,
ministre des affaires étrangères et
du développement international,
avec «TV5Monde» - extraits
(Paris, 19 février 2017)**

(...)

Q - Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères, vous avez rencontré votre homologue Rex Tillerson, le secrétaire d'État. Est-ce qu'aujourd'hui vous, vous voyez plus clair sur la diplomatie américaine un mois après l'installation du 45ème président ?

R - Un début de clarification mais pas de clarification complète. Je comprends qu'une nouvelle administration doive prendre un peu de temps pour se mettre en place, organiser ses équipes. Simplement il n'y a pas de temps à perdre parce que la situation exige des décisions...

Q - D'urgence...

R - Absolument, vous avez tout à fait raison. L'impression que j'ai en particulier dans l'organisation des équipes à Washington, c'est que c'est assez fluctuant et ce n'est pas rassurant. Alors il y a eu plusieurs rencontres, vous l'avez évoqué. Il y a eu le G20 à Bonn et puis beaucoup de rencontres bilatérales, notamment avec Rex Tillerson. Et puis à Munich, c'était la conférence annuelle sur la sécurité - le Davos de la sécurité - où il y avait effectivement beaucoup de monde. Alors avec Rex Tillerson, j'ai posé beaucoup de questions. J'ai évoqué la situation en Ukraine et là, j'ai eu une clarification qui part dans la bonne direction. Il a admis qu'il y avait eu des sanctions à l'égard de la Russie parce que celle-ci a dérogé au droit international, en tentant d'annexer une partie de la Crimée et une partie...

Q - L'Ukraine, la Crimée...

R - Absolument. Je crois que sur ce point, il a admis que les sanctions avaient un sens et a reconnu que le travail qui est fait avec l'Allemagne...

Q - Donald Trump était plutôt contre les sanctions.

R - Oui mais j'ai expliqué qu'annuler unilatéralement les sanctions sans contrepartie - la mise en oeuvre des accords de Minsk qui ont été négociés avec la France et l'Allemagne, et qui sont suivis par la France et l'Allemagne dans le Format Normandie où on joue notre rôle de

médiateur - n'auraient pas de sens. Nous avons d'ailleurs tenu une réunion hier à Munich en Format Normandie.

Ensuite, il y a eu une autre clarification puisque nous avons avec mon collègue Sigmar Gabriel, le nouveau ministre des affaires étrangères allemand, coprésidé une réunion des pays affinitaires, c'est-à-dire des pays qui ont la même approche de la transition politique en Syrie et de la lutte contre Daech. Et Rex Tillerson a participé et il a effectivement indiqué que pour lui, il ne pouvait pas y avoir de lutte efficace contre Daech si, dans le même temps, il n'y a pas une transition politique en Syrie. Et je pense que ça c'est une première étape...

(...)

Q - Vous évoquiez à propos de Donald Trump l'art du deal, qui est d'ailleurs le livre qu'il écrit. Est-ce que vous craignez là-dessus justement que Trump d'une certaine façon aille dans ce sens d'un ordre où tout se négocie...

R - La gestion du monde et des grandes questions qui se posent à l'humanité, ce n'est pas simplement un projet de construction de tours où on négocie le prix du terrain et les conditions de la hauteur de la tour. C'est plus grave et plus sérieux que ça. Cela ne peut pas se traiter par des deals et cela ne peut se traiter que sur la base du droit international. Ce droit international est basé sur des valeurs qui a permis à l'humanité de faire des progrès.

Qu'est-ce que c'est que l'accord de Paris ? L'accord de Paris, c'est une négociation internationale dans le cadre du droit international. C'est un traité qui permet de faire face à l'énorme défi du réchauffement climatique et de la transition énergétique et qui a été ratifié en moins d'un an. Cela veut dire que le droit international fait faire des progrès. C'est la même chose pour l'accord iranien sur le nucléaire. Le droit international, c'est la négociation, c'est la diplomatie et c'est la bonne méthode.

Q - Monsieur le Ministre, nous venons de parler de la Syrie, de l'Ukraine, de la Russie. Il y a un autre thème dans l'actualité après l'arrivée de Donald Trump, c'est une vision d'une Europe qui serait en train de se déliter, une sorte de Brexit qui allait contaminer comme ça peu à peu les différents pays. Avez-vous le sentiment que la réponse à cette administration américaine - et à votre homologue américain que vous avez rencontré – redoutez-vous que ce désenchantement puisse en effet se traduire par des sorties de pays, par un délitement, un affaiblissement de cette Union européenne ?

R - J'ai lu les interviews de Donald Trump à la presse européenne, où il se félicitait du Brexit qu'il avait lui-même prévu et en se demandant quel serait le prochain.

Ce n'était pas très amical à l'égard de l'Union européenne. D'ailleurs j'ai noté une chose dans le discours de Mike Pence, le vice-président américain, il a parlé d'Europe mais il n'a jamais cité une fois l'Union européenne. L'Union européenne, c'est une construction politique, à 28 aujourd'hui mais à 27 demain puisque les Britanniques ont décidé de partir et les négociations vont bientôt commencer dans le cadre de l'article 50.

Mais l'Union européenne, cette construction politique originale qui s'est faite après la Seconde Guerre mondiale, qui a commencé cinq ans à peine après la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est un bien précieux pour les Européens, pour chacune de nos nations, mais c'est encore plus vrai aujourd'hui. Cette situation du Brexit et des déclarations inamicales du président américain devrait avoir pour effet de stimuler les Européens et de les convaincre encore davantage que leur intérêt, l'intérêt de chacune des nations qui compose cette Union, c'est de rester ensemble et d'être encore plus fort ensemble. Si...

Q - Est-ce qu'il n'y a pas un aspect théorique, même quand Angela Merkel parle de multiculturalisme. Est-ce qu'on n'est pas en train de mettre des concepts en avant qui en fait ne se traduisent pas dans les faits...

R - Pourquoi vous parlez de multiculturalisme ? Ce n'est pas le sujet de l'Europe, ce n'est pas le sujet de l'Union européenne. L'Union européenne ce sont des Nations qui ont des capacités qui, face au monde de plus en plus globalisé, ont besoin d'être ensemble pour être plus fortes et défendre les intérêts de leurs concitoyens.

Mais je ne suis pas ignorant de la réalité. ! Il y a à la fois un désenchantement, parce que pendant longtemps l'Europe a eu du mal à prendre des décisions et à les mettre en oeuvre. On a vu qu'avec la crise des réfugiés et avec un certain nombre de risques nouveaux - dont la menace terroriste - l'Europe avait été beaucoup plus rapide, non seulement dans ses décisions, mais dans leur mise en oeuvre.

On le voit dans la lutte contre le terrorisme, c'est évident, et c'est un résultat positif. Il faut que cela puisse devenir durable. Mais en même temps, vous avez noté qu'à Bratislava et puis aussi à Malte - et je pense que ce sera encore le cas le 25 mars à Rome à l'occasion du 60^e anniversaire du Traité de Rome - les Européens ont réaffirmé leur engagement à continuer ensemble, pour le bien de chacun de leurs Nations.

Q - Simplement, je parlais du multilatéralisme, où est-ce qu'on le rencontrait ? Pour l'instant, nous avons de plus en plus affaire à des relations bilatérales, c'est ce que prônent les Russes, les Américains.

R - Nous avons une nécessité d'un ordre mondial. Il ne faut pas oublier que la crise de 2007-2008, est née d'un système financier qui était devenu fou - la crise des subprimes. Crise qui est partie des États-Unis et qui s'est étendue au monde entier. Elle a touché l'Europe lui a fait subir une crise économique dont nous sommes à peine sortis. Crise qui a frappé au coeur une grande partie des salariés, des hommes et des femmes du monde du travail, en particulier les classes moyennes, qui crée une vraie frustration et souvent de la colère. Mais la réponse à cela, ce n'est pas le retour au nationalisme, ce n'est pas le retour au chacun pour soi. Au contraire, il faut renforcer les règles de régulation mondiale.

Et je parlais du G20, et que s'est-il notamment lors du dernier G20 présidé par la Chine ? On a parlé de lutte contre les paradis fiscaux, contre la fraude fiscale, on a rappelé aussi la nécessité

de règles plus précises pour des échanges internationaux plus équitables ; c'est-à-dire, nous progressons !

Il y a eu aussi l'Accord de Paris sur le climat. C'est un accord multilatéral et non pas chacun pour soi. Maintenant, la question est de savoir si cela va durer, ou si l'on va revenir en arrière ? Moi je crois que dans l'intérêt des peuples, de chacune de nos Nations, revenir en arrière serait une catastrophe pour les classes les plus fragilisées.

Aujourd'hui, la question réside dans l'avenir de l'Union européenne. Que fait-on de cette construction originale, qui a permis la prospérité, la paix et la sécurité, mais qui est aujourd'hui en danger ?

Q - Elle est en danger...

R - Oui, elle est en danger. Mais s'en sert-on à la fois pour mieux défendre les intérêts des Européens, et comme une réponse aux défis mondiaux au moment où de nouvelles puissances sont en train de s'installer à l'échelle mondiale. La Russie a une nouvelle stratégie et les États-Unis veulent revenir sur la défense de leurs intérêts d'abord. Je crois que l'Europe peut servir justement de référence et de réponses à ces questions qui se posent à l'échelle de la planète.

Q - Oui, mais Monsieur le Ministre, après le choc du Brexit on avait dit : il faut arrêter les incantations. Les défis qui se posent notamment à l'Europe, c'est celle d'une politique étrangère et de sécurité commune, vu les dangers qui entourent l'Europe. Est-ce qu'aujourd'hui, concrètement, vous pensez que l'Europe a avancé là-dessus ? Et sinon, que peut-on faire pour arriver... ?

R - L'Union européenne a avancé. Le conseil européen de défense a adopté une stratégie en matière de défense qui est venue d'initiatives franco-allemandes, aussi bien au niveau des ministres des affaires étrangères que de la défense. Nous avons mis sur la table toute une série de propositions : autonomie stratégique de l'Union européenne, capacité de projection, capacité de management, et un fonds de financement d'une industrie de défense et de recherche. Maintenant il s'agit de le mettre en oeuvre. Mais cela a été adopté. Cela ne vient pas à la place de l'OTAN mais en complément de l'OTAN, pour garantir la sécurité des Européens. C'est un engagement très concret, très politique et très stratégique. Cela veut dire que le monde tel qu'il est, s'il reste inorganisé et s'il conduit au retour du chacun-pour-soi, nous conduit à la catastrophe. L'Europe, justement, peut-être la référence pour apporter une vraie réponse multilatérale. Et c'est la raison pour laquelle d'ailleurs Français et Allemands nous parlons le même langage. Vous avez montré l'intervention de Mme Merkel à Munich hier, nous disons la même chose.

Q - Vous avez l'impression par exemple, quand on pense à l'action de la France en Afrique, sur le terrain africain, la France est très seule encore.

R - Mais elle l'est moins. Lorsque je suis allé avec mon collègue M. Steinmeier - qui est

devenu président de la République fédérale d'Allemagne - au Mali et au Niger, nous avons été à Gao, et nous avons vu qu'il y avait à la fois des troupes françaises et des troupes allemandes dans la MINUSMA, l'opération de maintien de la paix des Nations unies. Il n'y en a jamais eu autant. Par exemple aujourd'hui il y a eu du matériel, notamment des hélicoptères qui ont été mis en place, en service au Mali. Il y a quelque chose qui est en train de changer. Et ce qui est en train de changer, c'est une prise de conscience, pas seulement des Français et des Allemands - la France il y a longtemps qu'elle est consciente du défi africain - mais aussi de toute l'Europe qui est en train de changer.

Le G20 qui s'est réuni au niveau des ministres à Bonn, avait à son ordre du jour l'Afrique. L'Afrique est confrontée à la fois au défi de la sécurité et de la menace terroriste, mais aussi au défi du développement. Jamais on n'a autant parlé de l'Afrique au sein de l'Union européenne. Il y a eu une prise de conscience, c'est nouveau. Et l'Union européenne, c'est l'organisation qui finance le plus au monde l'aide au développement. Nous avons là une capacité à aider l'Afrique à construire un avenir, un projet et notamment à aider sa jeunesse, sans uniquement traiter la question africaine sous l'angle migratoire et des problèmes qui en découlent ; mais de la voir aussi comme une perspective et une chance pour l'avenir de l'humanité.

(...)

Moi, je suis ministre des affaires étrangères et je peux vous dire que tous les jours il y a un problème qui se pose, et qu'on demande à la France à la fois son point de vue et son engagement. Je vais prendre un exemple : la lutte contre le terrorisme. Le 20 mars il y aura cette conférence à Washington, je vais y participer, mais d'ici là il y aura sans doute un certain nombre de moments où, entre partenaires, nous aurons des réponses à apporter.

Quand par exemple les Américains nous demandent notre aide pour lutter contre Boko Haram en Afrique, on peut l'apporter parce que nous en avons la capacité. Nous sommes un grand pays, avec une défense nationale qui en a les moyens, et nous sommes souvent les seuls. Vous croyez qu'ils vont mettre tout cela entre parenthèses, si la question se posait, en attendant le résultat des élections ? Non. Jusqu'au bout, nous sommes là, et nous agissons. Moi je m'en rends compte, d'ailleurs que la situation internationale ne fait pas de pause. (...)/.